



FONDS INTERNATIONAUX
D'INDEMNISATION
POUR LES DOMMAGES
DUS À LA POLLUTION
PAR LES HYDROCARBURES

| | | |
|---|-------------------------|---|
| Point 3 de l'ordre du jour | IOPC/OCT09/3/8/1 | |
| Original: ANGLAIS | 7 octobre 2009 | |
| Assemblée du Fonds de 1992 | 92A14 | |
| Comité exécutif du Fonds de 1992 | 92EC46 | ● |
| Assemblée du Fonds complémentaire | SA5 | |
| Conseil d'administration du Fonds de 1971 | 71AC24 | |

SINISTRES DONT LE FONDS DE 1992 A EU À CONNAÎTRE

HEBEI SPIRIT

Note de l'Administrateur

Objet du document: Informer le Comité exécutif du Fonds de 1992 des faits les plus récents concernant ce sinistre et l'inviter à prendre une décision s'agissant de la méthode d'évaluation à utiliser pour les petites demandes d'indemnisation au titre d'activités hors pêche, ainsi que du niveau des paiements.

Faits récents: *Restrictions à la pêche*
Plusieurs réunions se sont tenues entre les représentants du Gouvernement coréen et ceux du Club et du Fonds accompagnés de leurs experts pour comprendre le processus de prise de décision suivi par le Gouvernement coréen pour déterminer les dates auxquelles lever les restrictions à la pêche (section 2).

Aperçu des répercussions des facteurs économiques sur le tourisme en Corée en 2008

Les experts du Club et du Fonds ont examiné à nouveau les répercussions de l'augmentation des prix du carburant et de la crise économique en 2008. Compte tenu des informations disponibles, le Club et le Fonds considèrent que l'impact de ces facteurs n'est pas aussi grave que cela avait été estimé initialement, et que, par conséquent, ils ne vont pas continuer à appliquer la réduction de 25 % aux dommages subis après avril 2008. Ils vont également passer en revue toutes les évaluations effectuées jusqu'à présent où cette déduction a été appliquée (section 3).

Évaluation des petites demandes d'indemnisation au titre d'activités hors pêche

Les experts engagés par le Club et le Fonds ont mis au point une méthode d'évaluation des demandes dans le secteur des activités hors pêche dans les cas où il n'existe pas ou très peu de pièces justificatives (section 4).

Niveau de paiements

L'estimation la plus récente du montant total des dommages causés par le déversement se situe entre KRW 542 et KRW 577 milliards. L'Administrateur propose de maintenir le niveau des paiements du Fonds à 35 %, pourcentage qui sera revu à la prochaine session du Comité exécutif du Fonds de 1992 (section 5).

Mesures à prendre: Comité exécutif du Fonds de 1992:

- a) décider s'il y a lieu d'accepter le projet de l'Administrateur consistant à évaluer les demandes d'indemnisation des petites entreprises en se fondant sur la méthode proposée (section 4);
- b) décider s'il y a lieu de maintenir le niveau des paiements à 35 % (section 5);
- c) donner à l'Administrateur toute autre instruction qu'il jugera appropriée en ce qui concerne le traitement de ce sinistre.

1 Situation des demandes d'indemnisation

Au 5 octobre 2009, 7 310 demandes avaient été enregistrées au Centre *Hebei Spirit* au nom de 44 519 demandeurs, pour un montant total de KRW 1 042 milliard. En outre, 43 364 autres demandes, pour un montant s'élevant à KRW 435 milliards sont en cours d'enregistrement. Neuf cent vingt-sept demandes ont été évaluées et 963 rejetées. Le Club a versé en tout KRW 64 069 millions au titre de 694 demandes. Ces paiements comprennent les sommes versées au Gouvernement coréen s'élevant à KRW 25 105 millions au titre de 260 demandes indemnisées dans le cadre de la loi spéciale (voir document IOPC/OCT09/3/8, paragraphe 8.3).

| Catégorie de demande | Nombre de demandes | Montant réclamé (en millions de KRW) | Demandes évaluées > 0 | Montant évalué (en millions de KRW) | Demandes rejetées | Demandes payées | Montant versé (en millions de KRW) |
|---|--------------------|--------------------------------------|-----------------------|-------------------------------------|-------------------|-----------------|------------------------------------|
| Mesures de nettoyage et de prévention | 251 | 193 053 | 155 | 60 625 | 13 | 117 | 50 889 |
| Dommages matériels | 18 | 2 819 | 7 | 350 | 1 | 5 | 301 |
| Pêche et mariculture | 1 244 | 684 807 | 139 | 9 100 | 43 | 131 | 8 365 |
| Préjudice au tourisme et autre préjudice pécuniaire | 5 796 | 159 210 | 626 | 6 064 | 906 | 441 | 4 514 |
| Préjudice environnemental | 1 | 2 195 | - | - | - | - | - |
| Total | 7 310 | 1 042 084 | 927 | 76 139 | 963 | 694 | 64 069 |
| Total (en millions de £) ^{<1>} | | 512 | | 37 | | | 31 |

2 Restrictions concernant la pêche et la récolte des produits de la pêche

- 2.1 Depuis la publication du document IOPC/OCT09/3/8 le 21 septembre 2009, les représentants du Gouvernement coréen et ceux du Club et du Fonds de 1992 et leurs experts se sont réunis pour comprendre le processus de prise de décision suivi par le Gouvernement coréen pour fixer les dates de la levée des restrictions à la pêche.
- 2.2 Les informations importantes fournies par le Gouvernement coréen et recueillies lors des réunions entre les experts scientifiques du Gouvernement coréen et les représentants du Club et du Fonds et leurs experts, ont permis de montrer au Secrétariat que c'était la première fois que le Gouvernement coréen instaurait des restrictions à la pêche à la suite d'un déversement d'hydrocarbures, et qu'avant la survenue du sinistre, aucune procédure n'existait pour déterminer les protocoles régissant les normes de sécurité, l'échantillonnage et l'analyse des fruits de mer, ni pour la levée des restrictions le moment venu.

Processus suivi par le Gouvernement coréen pour lever les restrictions à la pêche

- 2.3 Le Fonds croit comprendre que le processus suivi par le Gouvernement coréen pour lever les restrictions à la pêche est le suivant:
- Le Gouvernement a chargé l'Institut coréen de recherche et développement océanique (KORDI) et l'Institut national de recherche et développement de la pêche (NFRDI), deux organismes scientifiques de grande réputation en Corée, de procéder, dans les mois postérieurs au sinistre, à un suivi de l'environnement et des fruits de mer, notamment par le prélèvement d'échantillons d'eau, de sédiments et d'organismes marins.

^{<1>} La conversion des monnaies a été faite sur la base du taux de change en vigueur le 24 août 2009 (£1 = KRW 2 035,17 et 1 DTS = £1,0512).

- Les deux instituts KORDI et NFRDI ont dressé une liste complète des lieux d'échantillonnage et ont prélevé des échantillons soit tous les mois, soit tous les trimestres. Dans certains lieux, on a continué à exercer une surveillance aux intervalles trimestriels déjà en place, ce qui a conduit à des fréquences différentes à divers lieux où les échantillonnages étaient effectués.
- En décembre 2007, le Gouvernement coréen a envoyé une communication à toutes les coopératives de pêche des zones touchées, donnant en détail la procédure à suivre pour demander la réouverture de la pêche dans leur zone d'activité.
- En janvier 2008, une coopérative de pêche a demandé la levée des restrictions à la pêche conformément à la procédure décrite en détail en décembre 2007. Une rencontre a eu lieu entre le gouvernement central et l'association des pêcheurs pour aborder la question de la levée des restrictions, mais aucune décision n'a été prise quant à la réouverture éventuelle de la pêche.
- À la fin du mois de février 2008, une réunion a été organisée avec les entités concernées pour examiner les résultats et établir pour la République de Corée une norme de sécurité applicable aux fruits de mer. À l'issue de cette réunion, une norme coréenne de sécurité pour les hydrocarbures aromatique polycycliques (HAP) pour les fruits de mer a été élaborée. À l'aide d'une méthode utilisée habituellement dans l'Union européenne et aux États-Unis d'Amérique, la toxicité de plusieurs HAP essentiels a été hiérarchisée et reliée au composé considéré comme le plus nocif pour la santé humaine, à savoir le benzopyrène (benzo(a)pyrène) (BaP). Afin d'établir une comparaison directe entre les échantillons qui contiennent des mélanges de HAP, on a calculé l'équivalent benzopyrène (BaPE). Les normes internationales permettent en général un équivalent benzopyrène de 10 parties par milliard (ppb) comme étant un seuil de sécurité, mais étant donné qu'en République de Corée la consommation de fruits de mer est plus élevée et le poids corporel moyen plus faible, ce niveau de sécurité a été ajusté plus bas à 3,35ppb, ce qui introduit une marge de sécurité supplémentaire.
- Entre décembre 2007 et avril 2008, le Gouvernement coréen a organisé plusieurs rencontres avec les autorités locales et les parties concernées pour examiner la question des restrictions à la pêche, bien qu'aucune décision concernant les critères scientifiques à appliquer pour déterminer le moment de la levée des restrictions n'ait été envisagée avant la réunion de février 2008 mentionnée plus haut. Il semble qu'à une réunion de mars 2008, les délibérations aient porté sur la levée éventuelle des restrictions à la pêche en bateau, mais comme une association de propriétaires de navires du comté de Taean avait demandé de prélever des échantillons dans le fonds marin avec des dragues, il a été décidé de reporter toute décision relative à la levée des restrictions pour toutes les activités de pêche à une réunion qui se tiendrait après la réalisation de cet échantillonnage.
- En avril 2008, les résultats de cet échantillonnage ont été présentés aux autorités lors d'une rencontre réunissant les deux instituts KORDI et NFRDI ainsi que les représentants d'autres institutions scientifiques, du gouvernement central et des autorités locales, et un plan a été mis au point pour la levée de ces restrictions. À la suite de cette réunion, le Gouvernement coréen a annoncé la levée des restrictions pour certaines activités de pêche dans les zones où les opérations de nettoyage avaient été terminées; quelques jours après, cette levée était mise en œuvre par le Gouvernement coréen. Les restrictions restantes ont été levées après consultation avec les autorités locales et les communautés de pêcheurs, et après accord de toutes les parties sur la levée ou le maintien des restrictions dans telle ou telle zone, comme indiqué dans le document 92FUND/EXC.45/6/Add.1, paragraphe 2.1.2.

Dates pour la réouverture sans danger de la pêche

- 2.4 Sur la base des informations communiquées par le Gouvernement coréen jusqu'à aujourd'hui, les experts du Club et du Fonds ont fixé des dates raisonnables pour une levée sans danger des restrictions à la pêche. Leur opinion est fondée sur les résultats des analyses chimiques réalisées par des organisations coréennes pour déterminer l'innocuité des fruits de mer, ainsi que sur la durée des opérations de nettoyage du littoral, en particulier pour les activités de pêche menées près du littoral et

dans les zones intertidales. Ces résultats sont décrits ci-après et résumés dans le tableau suivant:

Tableau 1 – Dates pour une réouverture de la pêche techniquement sans danger

| Légende | | 2007 | | | | | | | | | | | | 2008 | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|-----|------|-----|------|-------|-----|------|---------|------|-----|-----|-------------------------------------|-----|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| | | BaPE supérieur à la directive KORDI | | | | | | | | | | | | BaPE inférieur à la directive KORDI | | | | | | | | | | | |
| | | Restriction raisonnable du point de vue technique | | | | | | | | | | | | Restriction gouvernementale | | | | | | | | | | | |
| Zone | Pêche | Zone de prélèvement d'échantillons | déc | janv | fév | mars | avril | mai | juin | juillet | août | sep | oct | nov | déc | | | | | | | | | | |
| Tout le comté de Taean, sauf les ports de Mohang, Chelippo et Gaemok. | Pêche en bateau | Euihang-ri (Shimnipo) | 12 | | | | | | 9 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Mandae (Garorim bay) | 16 | | | | | | 9 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ports de Mohang, Cheolippo et Gaemok | Pêche en bateau | Mohang | 17 | | | | | | | | 24 | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Cheolippo | | | | | | | | | 24 | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Gaemok | | | | | | | | | 24 | | | | | | | | | | | | | | |
| Même chose que pour la pêche en bateau; tout le comté de Taean sauf les ports de Mohang, Chelippo et Gaemok. | Dragues (pour bivalves) | | | | | | | 22 | | | 27 | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Geunheung-myeon, Anmyeon et Nammyeon et Gonam-myeon (sauf les îles au large). Voir les notes séparées ci-dessous pour Geunso, Garorim et toutes les baies de Cheonso. | Pêche de village, plongeurs et ramasseurs manuels | Jisan-ri | 27 | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Woncheong-ri | | 4 | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Caleumee B | | | | | | | | | | 13 | | | | | | | | | | | | | |
| | | Yeonpo B | | | | | | | | | | 13 | | | | | | | | | | | | | |
| | | Mongsanpo P | | | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Magumpo B | | | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Kkrochi B | | | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Baies de Geunso, Garorim et Cheonso | Pêche de village, plongeurs et ramasseurs manuels | Geunso bay (Jungsanpo Port) | | | | | | | 19 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Geunso bay (Padori) | 27 | | | | | | 19 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Garorim bay (Naeni) | 18 | | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Garorim bay (Donaeri) | 27 | | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Garorim bay (Beomal) | | | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Garorim bay (Ung isl.) | | | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Garorim bay (Jungwang-ri) | | | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Garorim bay (Ho1-ri) | | | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Garorim bay (Eoerun-ri) | | | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Garorim bay (Naeri-3gu) | | | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Garorim bay (Mandae) | | | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Cheonso bay (Naam isl.) | | | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Cheonso bay (Gom isl.) | | | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cheonso bay (Yeongmok Port) | | | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Côte occidentale d'Iwon. | Pêche de village, plongeurs et ramasseurs manuels | Kuginamugol B | | | | | | | | | | 13 | | | | | | | | | | | | | |
| | | Samok B. | | | | | | | | | | | 13 | | | | | | | | | | | | |
| Sowon-myeon & Wonbuk-myeon (excepté la baie de Soegeunjin). | Pêche de village, plongeurs et ramasseurs manuels | Taeon power station | | | | | | | | | | | | 3 | | | | | | | | | | | |
| | | Hakampo B | | | | | | | | | | | | 3 | | | | | | | | | | | |
| | | Guryepo B | | | | | | | | | | | | 3 | | | | | | | | | | | |
| | | Sinduri B | | | | | | | | | | | | 3 | | | | | | | | | | | |
| | | Gureumpo B | | | | | | | | | | | | 3 | | | | | | | | | | | |
| | | Euihang-ri (Shimnipo) | | | | | | | | | | | | 3 | | | | | | | | | | | |
| | | Bangjugol B (Baegnipjo B) | | | | | | | | | | | | 3 | | | | | | | | | | | |
| | | Chunripo B (cheolippo B) | | | | | | | | | | | | 3 | | | | | | | | | | | |
| | | Manripo B (Mallipo B) | | | | | | | | | | | | 3 | | | | | | | | | | | |
| | | Mohang P | | | | | | | | | | | | 3 | | | | | | | | | | | |
| | | Padori B | | | | | | | | | | | | 3 | | | | | | | | | | | |
| | | Padori B | | | | | | | | | | | | 3 | | | | | | | | | | | |
| Baie de Soegeunjin | Pêche de village, plongeurs et ramasseurs manuels | Sinduri (mouth of the bay) | | | | | | | | | | | | 3 | | | | | | | | | | | |
| | | Euihangri (Gaemok) | | 4 | | | | | | | | | | | 3 | | | | | | | | | | |
| Île de Boryeong. | Pêche de village, plongeurs et ramasseurs manuels | Gaeuido isl. | | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Gecado isl. | | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Nachido isl. | | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Oipasudo isl. | | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Naepasudo isl. | | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Oido isl. | | | | | | | 10 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Every islands | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Hodo isl. | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Modo isl. | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Nokdo isl. | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Daejwasado isl. | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Sohwasado isl. | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Chudo isl. | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Junggilsando isl. | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sokgilsando isl. | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Daegilsando isl. | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Myeongdeokdo isl. | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Wonsando isl. | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sapsido isl. | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Godaeodo isl. | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Janggodo isl. | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Machado isl. | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ojodo isl. | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Gireuman isl. | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bulmodo isl. | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Oeyeondo isl. | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Daecheongdo isl. | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Jeollabuk do (uniquement les îles au large polluées) | Pêche en bateau | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Ramasseurs manuels | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Jeollanam do (uniquement les îles au large polluées) | Pêche en bateau | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Ramasseurs manuels | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ville d'Incheon | Toutes les activités halieutiques | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Gyeonggi-do | Toutes les activités halieutiques | | | | | | | 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Notes:
 *. Les dates en vert indiquent des échantillons propres
 *. En l'absence d'indication contraire, la durée des restrictions raisonnables d'un point de vue technique va jusqu'à la fin du mois.

- Les informations figurant dans ce tableau proviennent principalement des résultats des analyses chimiques des organismes marins, de l'eau et des opérations actuelles de nettoyage menées dans les diverses zones. Lors de l'analyse des données d'échantillonnage présentées par le Gouvernement coréen, les experts du Club et du Fonds ont utilisé la norme coréenne de sécurité relative aux fruits de mer récemment établie telle qu'elle est décrite plus haut, soit une norme de BaPE de 3,35 ppb.

- Les résultats des analyses montrent que les concentrations de BaPE dans les organismes pêchés par les pêcheurs en bateau à la suite du sinistre n'ont jamais dépassé les normes coréennes, et que les niveaux de BaPE dans les autres échantillons prélevés près du littoral ou dans la zone intertidale n'ont été élevés que pendant une brève période, aucune mesure ne dépassant les normes coréennes après janvier 2008.
- Pour fixer des dates raisonnables à la réouverture de la pêche, il a été tenu compte du temps nécessaire pour la préparation et l'analyse des échantillons, pour rassembler, interpréter et distribuer les résultats, et pour ensuite prendre des décisions, les communiquer et les mettre en application.
- L'étendue du nettoyage du littoral actuellement en cours dans certains sites a été prise en compte, car les activités de pêche ne pouvaient pas être reprises avec un littoral encore gravement pollué, même si les fruits de mer n'étaient pas contaminés. Pour la pêche en bateau, par exemple, il a été tenu compte de la qualité de l'eau de mer dans les ports de déchargement, ainsi que des opérations en cours de nettoyage du littoral ayant un potentiel de remobilisation des hydrocarbures dans la colonne d'eau. Les périodes de nettoyage utilisées dans ce but ont été fondées sur l'évaluation technique réalisée par les experts du Club et du Fonds pour ce qui concerne des opérations de nettoyage normales. Comme les évaluations détaillées des demandes au titre du nettoyage pour mars à juin 2009 ne sont pas terminées, une partie de ces dates pourraient être légèrement modifiées pour certains lieux, si de nouvelles informations étaient disponibles.

Réunions avec les autorités coréennes en septembre 2009

- 2.5 Au début du mois de septembre 2009 une rencontre a réuni à Séoul des représentants du Gouvernement coréen, du Club, du Fonds et les experts du Club et du Fonds pour examiner les méthodes d'analyse et les conclusions concernant les dates raisonnables du point de vue technique auxquelles lever les restrictions à la pêche. Même si les informations fournies par les autorités coréennes ont constitué la base du travail entrepris, le Gouvernement a demandé du temps supplémentaire pour étudier les conclusions auxquelles sont parvenus le Club et le Fonds, et pour fournir de nouveaux détails dont il faudra tenir compte le cas échéant.
- 2.6 Une réunion de suivi s'est tenue à Londres à la fin de septembre avec les représentants du Fonds et les experts du Club et du Fonds, les représentants du Gouvernement coréen et de KORDI et de NFRDI, instituts chargés par le Gouvernement coréen de l'échantillonnage et de l'analyse. Pendant cette réunion, le Gouvernement coréen a fourni un résumé chronologique du processus de prise de décision relatif aux opérations d'échantillonnages, ainsi qu'un tableau indiquant en détail la durée des efforts de nettoyage dans les zones touchées. Tous ces renseignements avaient déjà en grande partie été présentés sous diverses formes, et examinés dans l'analyse effectuée par le Fonds.
- 2.7 Pendant la réunion de Londres, le Gouvernement coréen a indiqué que, bien qu'il ne soit pas en désaccord avec la méthode adoptée par le Club et le Fonds pour évaluer en principe les interruptions ayant affecté le commerce, il faudrait prendre en considération les circonstances spécifiques du sinistre. Ont été mentionnés notamment la capacité limitée des laboratoires effectuant l'analyse des échantillons, et les retards associés à la mise au point de protocoles et de décisions d'ordre politique adaptés au niveau gouvernemental, de même que quelques divergences s'agissant de l'évaluation du risque en cours de pollution et des exigences raisonnables en matière de nettoyage dans un nombre limité de zones géographiques particulières.
- 2.8 Les représentants du Gouvernement coréen et du Fonds sont convenus de se rencontrer à nouveau pour approfondir les informations succinctes fournies pendant la réunion.

Position de l'Administrateur

- 2.9 L'Administrateur est d'avis que sur la base des informations disponibles actuellement, dont la plus

grande partie a été fournie par les autorités coréennes, il est évident que dans la plupart des cas les restrictions à la pêche ont été prolongées au-delà de la période qui aurait pu être considérée comme raisonnable du point de vue technique et scientifique. Par conséquent, il estimait que tout dommage subi par les pêcheurs après une certaine période à laquelle le Gouvernement coréen aurait pu raisonnablement avoir la possibilité de lever les restrictions, sur la base des informations scientifiques irréfutables indiquant que la contamination était retombée au-dessous des critères de sécurité applicables énoncés au paragraphe 2.3, ne devait pas être considéré comme dû à la pollution causée par le sinistre et ne devait pas en principe être considéré comme donnant droit à indemnisation.

3 Aperçu des conséquences économiques sur le tourisme en Corée pendant l'année 2008

- 3.1 Compte tenu des informations disponibles initialement concernant le véritable impact des coûts du carburant et de la récession économique sur les recettes du tourisme dans les zones touchées, le Club et le Fonds avaient provisoirement appliqué une déduction de 25 % sur tout manque à gagner subi par les entreprises du secteur touristique après avril 2008, sous réserve d'une révision lorsque de nouvelles informations seraient devenues disponibles (voir document IOPC/OCT09/3/8, paragraphe 10.6.3).
- 3.2 Depuis lors, les experts du Club et du Fonds ont examiné plusieurs études fournies par le Gouvernement coréen sur les tendances économiques en 2008. D'après ces études, il est évident que cette année-là, le tourisme et le nombre de visiteurs à la journée ont baissé d'environ 18,9 % en raison de l'augmentation du prix du carburant et/ou d'autres facteurs économiques. Toutefois, les experts ont obtenu récemment un rapport d'enquête complémentaire fiable publié par l'Organisation coréenne du tourisme en mai 2009, qui indique que le montant moyen des dépenses des touristes et des visiteurs d'une journée a augmenté de près de 18,6 %, en raison des modifications de la composition démographique des touristes, ce qui vient compenser la baisse en pourcentage de leur nombre. Les résultats de cette étude ont été étayés aussi par un rapport sur le tourisme en Corée rédigé par une organisation internationale d'études de marché digne de confiance. Cette augmentation des dépenses moyennes était vraisemblablement due au nombre plus élevé de visiteurs plus riches, qui normalement auraient choisi une destination à l'étranger, mais qui devant l'augmentation des coûts du carburant et la crise économique générale, ont modifié leurs plans de vacances pour préférer une destination en Corée.
- 3.3 Les résultats de cette étude indiquent également que les recettes de certains commerces, notamment les petites pensions de famille de style traditionnel, connues sous le nom de *minbaks*, et les motels, ont baissé pour des raisons autres que le sinistre du *Hebei Spirit*, telles qu'un changement d'habitudes culturelles. Toutefois, il est probable que certains commerces, tels que les stations services et les pensions et restaurants de qualité supérieure, ont constaté une augmentation de leurs recettes en 2008 par rapport à 2007.
- 3.4 D'après l'étude mentionnée au paragraphe 3.2 ci-dessus, les dépenses générales moyennes sont restées constantes, tandis que les recettes moyennes des commerces liés au tourisme, à l'exclusion des transports, sembleraient, à l'échelon national, avoir baissé de plus de 15 %. Cependant, le rapport de l'étude met également en évidence une augmentation des recettes provenant de l'hébergement, et indique que les recettes ont augmenté dans la catégorie de l'hébergement de haute qualité, et baissé pour ce qui concerne l'hébergement de moindre qualité. Pour appliquer un facteur de réduction quelconque, il faudrait par conséquent qu'il le soit à différents niveaux, aussi bien pour ce qui concerne les différents types d'entreprises que les divers secteurs d'activité. Malheureusement, ni le rapport de l'étude, ni les informations fournies par le Gouvernement coréen jusqu'à présent ne donnent suffisamment de détails pour permettre l'application de facteurs variables à ces entreprises commerciales.
- 3.5 En se fondant sur les nouvelles informations mises à disposition, le Club et le Fonds sont d'avis que les répercussions de ces facteurs ne sont pas aussi graves que cela avait été estimé initialement, et ils ne continueront donc pas à appliquer la déduction de 25 % aux dommages subis après avril 2008. Ils vont également revoir toutes les évaluations déjà faites où cette déduction a été appliquée.

4 Évaluation des demandes présentées par les petites entreprises

- 4.1 Selon la politique suivie actuellement par le Fonds de 1992, un demandeur a droit à être indemnisé uniquement dans la mesure où il a subi un préjudice pécuniaire chiffrable et si le lien de causalité est suffisamment étroit entre le préjudice et la pollution résultant du déversement, à condition que le demandeur apporte la preuve du montant de ses dépenses, des pertes ou du préjudice en produisant des pièces justificatives appropriées ou tout autre élément de preuve (voir le Manuel des demandes d'indemnisation, édition de décembre 2008, paragraphe 1.5).
- 4.2 Toutefois, le Fonds estime que, compte tenu des avis des experts du Club et du Fonds, il est très possible que de nombreuses petites entreprises, situées dans les zones touchées par la pollution provoquée par le *Hebei Spirit* et n'ayant pas jusqu'à présent pu apporter la preuve de leur préjudice, ont néanmoins subi des dommages du fait de cette pollution.
- 4.3 La plupart de ces petites entreprises sont les *minbaks*, c'est-à-dire des immeubles occupés par leur propriétaire qui loue des chambres d'hôtes. Dans certains cas, il pourra s'agir aussi du propre logement du propriétaire, si nécessaire. Une grande partie de ces chambres d'hôtes sont disponibles toute l'année, mais l'activité est surtout saisonnière, avec un pic pendant l'été et lors de certains week-ends tout au long de l'année. Une analyse des demandes découlant de ce sinistre indique qu'en moyenne les *minbaks* réalisent plus de la moitié de leurs recettes annuelles pendant la haute saison des vacances. En outre, les propriétaires peuvent concentrer ailleurs leurs activités une grande partie du temps car ce genre d'hébergement étant relativement simple, son entretien n'exige pas d'efforts importants. Cette structure saisonnière à la fois limite les recettes disponibles et rend cette activité intéressante pour les personnes à la recherche d'une deuxième ou troisième source de revenus.
- 4.4 En République de Corée, les petites entreprises dont le chiffre d'affaire ne dépasse pas KRW 24 millions par an ne doivent pas remplir de déclaration pour acquitter la TVA, ni tenir de comptabilité, et de ce fait, la plupart d'entre elles n'ont pas ou peu d'écritures concernant les recettes et/ou les dépenses. Les experts du Club et du Fonds ont envisagé diverses manières d'évaluer ce genre de demandes présentées avec une documentation de mauvaise qualité ou inexistante; toutefois, leurs efforts sont considérablement ralentis par le nombre extrêmement limité de demandeurs qui ont jusqu'à présent présenté des pièces justificatives suffisantes.
- 4.5 L'examen des demandes provenant du secteur du tourisme a permis de créer un ensemble de demandes étayées par des informations valables. Cet ensemble qui réunit actuellement 274 demandes concernant l'hébergement contient des informations tirées de l'analyse de certains registres commerciaux dignes de confiance et il continuera à être tenu à jour et élargi à mesure que de nouvelles demandes sont examinées. Ces informations comprennent notamment 241 chambres de *minbak*.
- 4.6 La méthode proposée repose sur des entrevues avec chaque demandeur pour examiner les installations offertes et la structure des activités commerciales de l'entreprise. Plusieurs facteurs ayant une influence sur le déroulement des activités d'hébergement seront examinés lorsque ces demandes seront évaluées, notamment: la situation, l'apparence extérieure, la qualité du produit, le prix et la capacité. Les informations obtenues seront comparées avec le niveau moyen de recettes par chambre par *minbak* de la zone touchée, tel qu'il sera calculé sur la base des éléments recueillis au sein d'un ensemble de données de qualité.
- 4.7 Cette méthode dépend fortement de l'observation directe de l'entreprise, et d'un ensemble suffisamment large d'informations fiables par rapport auxquelles les résultats de l'observation directe seront évalués. C'est pourquoi il faudra l'appliquer au cas par cas, et comme plus de 800 demandes correspondant aux critères décrits au paragraphe 4.4 ont déjà été déposées, il faudra y consacrer beaucoup de temps.
- 4.8 Bien que cette méthode soit en cours d'élaboration, l'Administrateur estime qu'elle permettra en principe d'aider le Fonds à évaluer les demandes déposées par de petites entreprises louant des chambres ne produisant que des pièces justificatives peu nombreuses ou inexistantes lorsque le Fonds

pense qu'il y a eu préjudice. L'Administrateur estime de plus que, en raison des incertitudes latentes encore inhérentes à cette méthode, en particulier en ce qui concerne la taille de l'ensemble de données utilisées comme référence, une telle démarche ne pourrait être utile qu'au cas par cas, et après un contact direct avec le demandeur et après l'étude de l'entreprise, pour garantir que les demandes authentiques sont indemnisées d'une manière juste et équitable.

- 4.9 L'Administrateur a l'intention d'appliquer cette méthode à titre d'essai afin d'acquérir une certaine expérience dans ce domaine et de développer davantage l'ensemble des données fiables. Ensuite, il verra si elle peut être considérée comme une méthode suffisamment fiable pour évaluer les pertes subies par de petites entreprises semblables pour lesquelles peu ou pas de pièces justificatives sont disponibles.

5 Niveau des paiements

- 5.1 Depuis la publication du document 92FUND/EXC.45/6/Add.1, l'Administrateur a obtenu les informations les plus récentes sur le montant total estimatif que le Fonds de 1992 risque de devoir payer. On trouvera ci-dessous les estimations révisées:

5.2 Opérations de nettoyage

- 5.2.1 Le montant estimatif a été augmenté de manière à prendre en compte le montant total des demandes déposées jusqu'à présent tant par les sociétés privées que par les organismes gouvernementaux. Il y a plusieurs raisons à cette augmentation, mais elle provient principalement d'une meilleure compréhension des dépenses potentielles encourues par les organismes régionaux ou gouvernementaux. Plusieurs autorités locales ont présenté des demandes élevées au titre des dépenses relatives au commandement et contrôle de la riposte sur le littoral et au soutien apporté aux nombreux bénévoles. D'autres demandes sont aussi attendues des organismes gouvernementaux au titre des opérations de commandement et contrôle relatives aux demandes d'indemnisation. Le montant estimatif révisé tient également compte des demandes réglées jusqu'à présent, ainsi que des demandes déjà présentées au titre de dommages matériels liés aux opérations de nettoyage.
- 5.2.2 Le montant estimatif actualisé des coûts attendus recevables des opérations de nettoyage en mer et sur le littoral, de l'élimination subséquente des déchets, de la remise en l'état et de la surveillance de l'environnement rendus nécessaires par suite du sinistre, s'élève en tout à KRW 195 milliards.

5.3 Pêche et aquaculture

- 5.3.1 Le montant total des pertes subies par la pêche, l'aquaculture et le secteur des activités secondaires reliées à la pêche est maintenant estimé à KRW 149 260 millions, soit une réduction d'environ KRW 60 milliards par rapport à l'estimation de juin 2009.

Pêche de capture

- 5.3.2 Les pertes subies par la pêche de capture ont été estimées à KRW 60 060 millions. Cette estimation est basée sur l'impact du déversement sur le secteur de la pêche si les restrictions à la pêche imposées par les pouvoirs publics devaient être acceptées, et elle serait donc inférieure si elle reposait sur les périodes d'interruption des activités commerciales correspondant aux dates fixées par le Fonds en se fondant sur des éléments techniques normaux (voir section 2).
- 5.3.3 Il faudrait noter toutefois que le Fonds a reçu jusqu'à présent environ 75 000 demandes des ramasseurs manuels et autres pêcheurs artisanaux et de subsistance et des femmes plongeuses pour un montant total de KRW 820 milliards, lesquelles sont en cours d'enregistrement (voir document IOPC/OCT09/3/8, paragraphe 10.2). La grande majorité de ces demandes ont été présentées sans pièces justificatives ou avec des documents de très mauvaise qualité. Il est par conséquent impossible, à ce stade, d'estimer avec un degré de certitude suffisant quel sera ultérieurement le montant total évalué, même si le Club et le Fonds, en collaboration avec le Gouvernement coréen, sont actuellement en train d'établir dans quelle mesure ces demandeurs ont réellement subi des dommages recevables,

de manière à rendre le processus d'évaluation aussi efficace que possible. Bon nombre de ces demandes risquent de ne pas être recevables sauf si des pièces justificatives sont produites. Toutefois, étant donné la nature de ces activités, il sera très probablement extrêmement difficile pour un grand nombre de demandeurs de produire de telles pièces justificatives. C'est pourquoi ces demandes n'ont pas été prises en compte jusqu'à présent aux fins de l'estimation du montant total des dommages subis par la pêche de capture.

Aquaculture

- 5.3.4 Pour analyser les pertes éventuellement subies par le secteur de l'aquaculture, les experts du Club et du Fonds ont principalement pris en compte les informations concernant les recettes commerciales de la zone, ainsi que la pollution physique des installations et les demandes effectivement présentées à ce jour. Pour estimer celles du secteur de l'aquaculture dans les zones touchées, les experts ont considéré qu'il existait certains éléments prouvant qu'un grand nombre d'entreprises d'aquaculture avaient déployé des efforts considérables pour retrouver des niveaux d'activités normaux sans pour autant que l'on puisse clairement déterminer si leurs difficultés étaient imputables à la pollution due au sinistre du *Hebei Spirit* ou à d'autres circonstances.
- 5.3.5 Sur la base des informations disponibles, les préjudices causés au secteur de l'aquaculture par le sinistre *Hebei Spirit* ont été estimés à KRW 66 900 millions. Les estimations concernant ce secteur ont notablement diminué car les demandes présentées par les installations illégales d'aquaculture n'ont pas été prises en compte suite à la décision du Comité exécutif du Fonds de 1992 de rejeter en principe les demandes présentées par des pêcheurs qui ne détenaient pas un permis ou une autorisation en cours de validité lorsque cela était requis par la loi (voir document 92FUND/EXC/45/8, paragraphe 3.4.11). Toutefois, en prenant les décisions concernant le niveau des paiements sur cette base, il faut prendre garde au fait que certains demandeurs pourraient être en complet désaccord avec la position adoptée par le Fonds et la contester devant les tribunaux, auquel cas il est possible que les tribunaux coréens tranchent différemment sur cette question.

Activités secondaires liées à la pêche

- 5.3.6 Les experts du Club et du Fonds ont également tenu compte des éventuels préjudices causés aux activités secondaires à la pêche et à l'aquaculture, aussi bien en amont (par exemple, engins de pêche, carburant et glace) qu'en aval (par exemple, commercialisation, transformation, distribution) pour arriver à une estimation de KRW 22 300 millions. Les dommages causés dans ce secteur ont été estimés sur la base de la durée de la période de restrictions officielles de la pêche et seraient pas conséquent inférieurs s'ils avaient été chiffrés en utilisant une période plus courte d'interruption d'activité.

5.4 Tourisme et autres préjudices pécuniaires

- 5.4.1 En mars 2008, les préjudices causés par le sinistre du *Hebei Spirit* ont été estimés à un montant total d'environ KRW 200 milliards. Comme ces estimations ont été effectuées il y a près de 18 mois, le Fonds avait espéré être en mesure de revoir cette estimation lorsque la situation des demandes d'indemnisation serait devenue plus précise et que davantage d'informations sur les recettes réelles des entreprises touchées seraient disponibles.
- 5.4.2 Bien que près de 5 800 demandes concernant le tourisme et d'autres activités aient été enregistrées jusqu'à présent, les contacts avec les comités de demandeurs et les pouvoirs publics locaux des zones touchées ont indiqué qu'un nombre total d'environ 18 000 demandes pourraient être présentées. Il n'a pas non plus été possible de fournir une estimation solide des dommages causés dans ce secteur sur la base des demandes évaluées jusqu'à présent, puisque plus de la moitié des quelque 1 500 demandes déjà évaluées ont été rejetées pour absence de pièces justificatives. De plus, la majorité des demandes présentées portent sur une courte période, à savoir de décembre 2007 à la fin de mars 2008. Pour la plupart des entreprises, il s'agit de la basse saison calme, et par conséquent l'utilisation de niveaux d'évaluation pour cette période pourrait conduire à sous-estimer les demandes relatives aux périodes ultérieures.

5.4.3 Bien que certains éléments indiquent, semble-t-il d'après les informations fournies jusqu'ici, que le niveau définitif des dommages soit inférieur à ce qui avait été anticipé, le nombre des demandes reçues jusqu'ici de ce secteur n'est toujours pas suffisant pour prévoir, avec une certaine exactitude, quel sera en fin de compte le montant des dommages subis. Par conséquent, pour le moment il faudrait retenir l'estimation de juin 2009 selon laquelle le montant total estimatif du préjudice subi par le secteur du tourisme se situe entre KRW 198 et KRW 233 milliards.

5.5 Examen de la question par l'Administrateur

5.5.1 Compte tenu des informations présentées plus haut, l'Administrateur est d'avis que le montant total des dommages causés par le sinistre du *Hebei Spirit* pourrait être estimé comme indiqué dans le tableau suivant:

| Catégorie de préjudice | Montant estimatif des dommages mars 2009 (milliards de KRW) | Montant estimatif des dommages juin 2009 (milliards de KRW)) | Montant estimatif des dommages octobre 2009 (milliards de KRW) | Montant estimatif des dommages octobre 2009 (millions de £) |
|------------------------|---|--|--|---|
| Nettoyage | 163,3 | 173 | 195 | 95 |
| Pêche et mariculture | 206 | 209 | 149 | 73 |
| Tourisme | 198-233 | 198-233 | 198-233 | 97-114 |
| Total | de 567,3 à 602,3 | de 580 à 615 | de 542 à 577 | de 265 à 282 |

5.5.2 Le montant total disponible pour indemnisation en vertu des Conventions de 1992 est de 203 millions de DTS, soit KRW 321 618,9 millions (£158 millions) (voir document 92FUND/EXC.45/6, paragraphe 7.4).

5.5.3 A sa session de juin 2008 session, le Comité exécutif du Fonds de 1992 a décidé qu'en raison des incertitudes qui continuent de régner quant au montant total des demandes recevables, et compte tenu de la nécessité de maintenir un traitement égal entre tous les demandeurs, tous les paiements versés par le Fonds de 1992 devraient être pour le moment maintenus à 35 % du montant des dommages effectivement subis par chaque demandeur, tel qu'évalué par les experts du Fonds. Ce pourcentage a été maintenu par le Comité exécutif à ses sessions d'octobre 2008, de mars 2009 et de juin 2009 (voir les pages 127 et 128 du Rapport annuel de 2008, et les documents 92FUND/EXC.44/10, paragraphe 3.5.7 et 92FUND/EXC.45/8, paragraphe 3.4.25).

5.5.4 Bien qu'il semble s'ensuivre de l'analyse des experts du Club et du Fonds concernant le montant total des dommages subis dans les diverses rubriques des demandes qu'un taux de 35 % est bien un niveau de paiements suffisant pour protéger le Fonds de 1992 contre l'éventualité de paiements trop élevés l'Administrateur souhaiterait souligner les points suivants, afin de garantir une transparence totale pour cette question important et sensible:

- Dans les sinistres précédents, la pratique normale du Fonds de 1992 a été de déterminer un taux approprié de paiement sur la base des demandes d'indemnisations présentées (et attendues) étant donné qu'elles représentaient l'exposition éventuelle du Fonds dans le scénario du pire cas.
- Toutefois, pour le sinistre du *Hebei Spirit*, le niveau de paiements a jusqu'ici été fixé sur la base des meilleures estimations des experts du Club et du Fonds pour les diverses catégories de demandes. Ceci a été fait pour des raisons pratiques, car il a été évident très tôt que le montant total des dommages recevables allait excéder le montant disponible pour indemnisation en vertu des Conventions de 1992, mais à ce stade-là, des demandes en nombre insuffisant avaient été présentées (ou dont la présentation était avérée) sur lesquelles le Fonds puisse se fonder pour pouvoir fixer le niveau de paiements appropriés.
- Cependant, depuis la dernière session du Comité exécutif du Fonds de 1992, de nouvelles

informations ont été fournies, en ce qui concerne aussi bien les demandes réellement présentées au Fonds que celles qui seront vraisemblablement présentées ultérieurement.

- Le montant total des demandes d'indemnisation à l'encontre du Fonds enregistrées jusqu'à présent au Centre *Hebei Spirit* est de KRW 1 042 milliards (£512 millions) et d'autres demandes s'élevant à environ KRW 435 milliards (£228,6 millions) sont en cours d'inscription en ce moment (voir section 1). Sur la base de ces chiffres, et en appliquant la marge de sécurité habituelle du Fonds, cela signifierait un niveau approprié de paiements d'environ 15 %.
- Si le Fonds devait également envisager les demandes qui seront présentées ultérieurement, il conviendrait de prendre comme base de calcul le montant total réclamé dans la procédure relative à la limitation, soit KRW 3 597 milliards (£1 742 millions) (voir document IOPC/OCT09/3/8, paragraphe 13.2.6). Sur la base de ces chiffres, et en appliquant la marge de sécurité habituelle du Fonds, cela signifierait un niveau approprié de paiements d'environ 5 à 6 %.
- Toutefois, lorsqu'on examine ces chiffres et leur éventuelle utilisation, il faut noter que, compte tenu des informations disponibles, de nombreuses demandes présentées dans la procédure en limitation semblent concerner des dommages qui ne sont pas recevables selon les Conventions de 1992. Il faudrait aussi noter que pour les sinistres intervenus en République de Corée dans le passé, le montant total des demandes telles qu'elles ont été réglées a généralement été notablement inférieur au montant initialement réclamé, et que les tribunaux coréens ont l'habitude de confirmer l'évaluation des pertes fondée sur les critères de recevabilité des demandes établis par le Fonds.
- Compte tenu des divers faits et considérations énoncées plus haut, il est évident qu'un moyen terme devra être trouvé entre la nécessité de protéger le Fonds contre toute situation où les paiements seraient excessifs et le besoin d'être réaliste et de s'assurer que le régime international fondé sur les Conventions de 1992 remplit réellement et correctement son rôle au bénéfice de la communauté internationale en général, et des victimes des dommages par pollution en particulier.

5.5.5 Étant donné toutes les informations disponibles et les incertitudes qui demeurent, comme cela a été indiqué plus haut, et compte tenu du fait que l'avis des experts du Club et du Fonds constitue toujours l'estimation la plus fiable et la plus réaliste de l'exposition totale du Fonds dans le cas présent, l'Administrateur estime que maintenir le niveau des paiements à 35 % continuerait à fournir au Fonds une protection suffisante contre tout versement excessif éventuel, même si la fixation du niveau de paiements des demandes présentées (et attendues ultérieurement), comme le Fonds l'a fait dans des cas précédents, conduisait à un pourcentage différent.

5.5.6 Par conséquent, l'Administrateur propose que soit maintenu le niveau de paiements à 35 % du montant du préjudice ou des dommages tels qu'ils ont été évalués par les experts du Fonds, et que ce pourcentage soit revu à la prochaine session du Comité exécutif du Fonds de 1992.

6 Mesures à prendre

Comité exécutif du Fonds de 1992:

Le Comité exécutif du Fonds de 1992 est invité à:

- a) prendre note des informations figurant dans le présent document;
- b) décider s'il y a lieu d'accepter le projet de l'Administrateur consistant à évaluer les demandes des petites entreprises en se fondant sur la méthode proposée (section 4);

- c) décider s'il y a lieu de maintenir le niveau des paiements à 35 % (section 5);
 - d) donner à l'Administrateur toute autre instruction qu'il jugera appropriée en ce qui concerne le traitement de ce sinistre.
-